

## CONGRES HLM 2011

Dernière mise à jour : 03-10-2011

Déclaration CGT au congrès USH le 29 septembre 2011

Mesdames, Messieurs, La crise du logement est hissée au premier rang des préoccupations des Français. Elle frappe durement les populations : (Désolé de vous imposer quelques chiffres)

3,5 millions de très mal-logés  
1 400 000 demandes d'Hlm non satisfaites,  
Près de 700 000 personnes sont sans domicile personnel,  
Plus de 100 000 personnes à la rue.

La pénurie persistante de logements et la flambée des prix immobiliers ont en effet fragilisé un nombre croissant de salariés, de retraités, de jeunes, confrontés à de graves difficultés d'accès et de maintien dans le logement.

Aux sans-abri de longue date, se sont ajoutés de plus en plus de travailleurs pauvres et leurs familles.

Le nombre de décisions de justice prononçant une expulsion a atteint un nombre record avec plus de 100 000 ménages menacés de se retrouver à la rue.

Le logement est un droit fondamental, un besoin essentiel pour tous. Aujourd'hui, le droit au logement opposable (DALO) relève de l'affichage électoral plus que d'une politique réelle.

Les acteurs du logement estiment à 500 000 le nombre minimum de constructions annuelles nécessaires pour répondre à la demande et endiguer la crise. Le différentiel est important. Il manque toujours un million de logements en France.

Le Gouvernement est passé progressivement d'une phase de désengagement financier à une phase de captation des ressources.

D'une part, sur les organismes Hlm par une ponction de 245 millions d'euro ; Et d'autre part, sur les ressources du « 1% logement » en prélevant 3.4 Milliards, pour les années 2012 /2014 dans la poche des 11 500 000 salariés du privé, afin de financer en ses lieux et place l'ANRU et l'ANAH.

Alors que, si chacun convient de l'absolue nécessité d'intervention dans les quartiers en difficulté, cela doit se faire dans le cadre d'une participation financière à parité Etat / Action Logement, pour le financement de l'ANRU.

Toutes ces mesures ont des conséquences directes sur le volume de production. Les moyens des organismes HLM étant insuffisants, la vente Hlm ne réglant pas tout, cela oblige les collectivités locales, qui ont les moyens financiers et la volonté politique, à participer au financement des opérations de construction ce qui conduit aussi, en matière d'accès au logement, à des inégalités territoriales.

Le recul de l'engagement de l'Etat est traduit dans les faits par une diminution de 0,25% de PIB en matière d'aide à la construction entre 2000 et 2008.

Le volume des « aides à la pierre » a considérablement chuté en passant de 716 millions d'euro ; en 2009 à 270 millions d'euro ; en 2011.

Après avoir satisfait à l'appétit des banques avec la banalisation du livret A en 2008, le gouvernement envisage de céder encore à leurs exigences en acceptant de réduire la part centralisée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations des fonds collectés à hauteur de 65 % au lieu de 70 % comme il s'y était pourtant engagé.

Les fonds centralisés seraient ainsi maintenus à hauteur de 160 milliards, soit la même enveloppe qu'en 2008.

Cela va encore aggraver la crise du logement en diminuant la ressource disponible pour le logement social et la bonification des prêts.

La CGT considère qu'il y a urgence à refonder autour du Livret A un pôle public de financement du logement et maintenir à tout prix la centralisation des fonds à la Caisse des dépôts et consignation.

La CGT milite et œuvre pour l'effectivité du droit au logement pour tous, c'est pourquoi nous considérons que le poids de la quittance ne doit pas excéder 20% des revenus des familles.

Plus globalement, la CGT revendique le libre choix entre la location et l'accèsion à la propriété.

La politique du logement social doit toutefois demeurer au centre de la politique générale du logement, avec la participation active de tous les acteurs, sans oublier salariés et locataires, pour un véritable Service Public du logement.

Pour la CGT Conchita AGUILAR